

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19390 - 75ÈME ANNÉE

Conférence idéologique internationale : intervention du représentant du Parti communiste français

Le PCF au PCR : « vous nous avez beaucoup appris »



Denis Rondepierre, représentant du Parti communiste français.

Le 28 octobre dernier, les représentants des délégations extérieures se sont exprimés lors de la séance plénière de clôture de la conférence idéologique internationale organisée par le PCR. Après Nelson Tamayo, représentant du Parti communiste cubain, ce fut Denis Rondepierre qui prit la parole au nom du Parti communiste français.

La conférence idéologique internationale organisée du 26 au 28 octobre par le Parti communiste réunionnais était le temps fort des célébrations du 60e anniversaire de la création de cette organisation. Le PCR

est né en 1959 lors du 6e Congrès de la Fédération de La Réunion du Parti communiste, qui s'est transformé en congrès constitutif du Parti communiste réunionnais. Cette création s'était faite en plein accord avec le PCF, qui avait alors mandaté un de ses dirigeants, Gaston Feix, pour le représenter au Congrès de 1959. Ce sont donc des liens particuliers entre les Partis communistes de La Réunion et de France.

Ce 60e anniversaire du PCR était donc l'occasion de revenir sur ces 60 ans de relations entre le PCR et le PCF. Denis Rondepierre, responsable à

l'outre-mer du PCF, a représenté l'organisation qui fêtera l'année prochaine son premier siècle d'existence.

« Un choix partagé »

Il a tout d'abord salué « la solidarité active qui fait partie du patrimoine de nos deux organisations ». Revenant sur la création du PCR, il a rappelé que « ce choix qui fut le vôtre fut un choix partagé. Nous continuerons d'en être extrêmement fiers ». « Ce choix fut une chance pour tisser des liens, des liens précieux pour vous comme pour nous ».

Au sujet du peuple réunionnais, « le PCF est fier d'être le seul parti français à soutenir sa volonté d'affirmation de son identité ». Cela se traduit par plusieurs exemples.

En 1979, lors des premières élections du Parlement européen au suffrage universel, Paul Vergès, secrétaire général du PCR, était en 4e position sur la liste du PCF et fut donc élu. Plus près de nous lors des Européennes de juin 2019, c'est Julie Pontalba qui était en 6e position sur la liste du PCF.

« Des divergences d'appréciation n'ont jamais constitué une rupture avec tout ce que nous avons construits ensemble »,

souligna Denis Rondepierre qui revient sur « des combats emblématiques ».

Ce fut notamment le cas de la lutte contre l'apartheid. Ce fut également le vote par le Sénat d'une résolution de Paul Vergès sur le co-développement dans l'océan Indien : « vous nous avez beaucoup appris ».

Pour « une nouvelle civilisation »

Pour le PCF, « une nouvelle civilisation doit émerger ». Cela

passé par la solidarité internationale, la protection de l'environnement, la lutte contre les inégalités, pour le respect des droits des femmes opprimées par la logique patriarcale.

Denis Rondepierre rappelle aussi la confrontation quotidienne à l'urgence.

Tout ceci nécessite de « construire de nouveaux repères, défricher de nouveaux chemins ».

Ces tâches considérables sont le défi des communistes. Plus que jamais, le « prolétaires de tous les pays, unissez-vous » du Manifeste du Parti communiste

co-écrit par Karl Marx et Friedrich Engels est plus que jamais d'actualité.

Denis Rondepierre conclut en annonçant l'année prochaine les célébrations du premier siècle d'existence du PCF, avec comme mot d'ordre : « 100 ans d'avenir avec le centenaire du PCF ».

M.M.

Après le refus d'Emmanuel Macron de rencontrer les syndicats

Déclaration commune de l'Intersyndicale au président de la République

Le 26 octobre dernier, l'Intersyndicale organisait une journée de grève générale et de manifestation lors de la venue du président de la République à La Réunion. Au terme de son défilé dans les rues de Saint-Denis, l'Intersyndicale voulait rencontrer Emmanuel Macron afin de lui remettre ses propositions. Le chef de l'État a alors refusé de rencontrer les syndicats, leur interdisant d'approcher à moins de 200 mètres de sa personne. En conséquence, l'Intersyndicale a adressé sa déclaration à Emmanuel Macron, en voici le contenu.

Monsieur le Président de la République, au préalable, nous tenons à souligner que vous avez devant vous, à l'exception de la CFE-CGC, l'ensemble des syndicats de l'île de La Réunion.

La situation socio-économique à La Réunion s'aggrave. Les trop nombreux clignotants rouges mis en lumière lors du COSPAR (mars 2009) et du mouvement des gilets jaunes (novembre 2018) sont au-

jourd'hui écarlates. La société réunionnaise minée par des inégalités et une pauvreté croissantes est au bord de l'implosion. Le front de l'emploi ne cesse de se dégrader. La précarité et son lot de travailleurs pauvres est à son paroxysme. Les jeunes, les femmes et les seniors notamment sont les plus durement frappés. La projection dans l'avenir devient impossible.

Depuis ces dernières années, les politiques menées par l'État ont sacrifié le social :

- Attaque contre le syndicalisme, le droit du travail et les acquis sociaux,

- Politique d'austérité qui frappe durement la population ainsi que les Collectivités Territoriales, premiers investisseurs publics en France et à La Réunion, qui seront amenées alors à transférer la charge en partie ou en totalité sur les contribuables,

- Diminution des contrats PEC et recul de la participation de l'État jetant du jour au lendemain dans

le désarroi des milliers de personnes,

- Démantèlement des services publics : suppression de services et de postes ainsi que dématérialisation à outrance dans un contexte d'illectronisme inquiétant,

- Privatisation à marche forcée visant à satisfaire les appétits financiers des sociétés transnationales.

Au-delà des salariés de la Fonction Publique, ce sont les usagers qui en paieront le prix fort (privatisation d'ADP, modernisation de l'action publique et ses conséquences à la Réunion),

- Absence de véritable politique du logement, pourtant ardente obligation et d'une politique de relance du BTP permettant de stimuler l'activité notamment des TPE/PME et de favoriser l'insertion sociale.

La contre-réforme de l'indemnisation chômage bâtie sur le présupposé idéologique que les exclus sont responsables de leur propre exclusion se traduira notamment à La Réunion, vu la situation catastrophique de l'emploi, par des dégâts incommensurables...

La politique d'exonération et de défiscalisation exige une réelle évaluation des politiques publiques au regard notamment de l'emploi et des conditions de travail, de la nécessaire structuration des filières.

L'ascenseur social est en panne pour les jeunes, les familles monoparentales, les retraités, les bénéficiaires de minima sociaux,...

Quant aux demandeurs d'emploi, ils sont largués. La quasi-totalité des salariés tire le diable par la queue. La cherté de vie résulte d'un niveau de prix anormalement élevé et d'une faiblesse des revenus. Comment en effet vivre à la Réunion avec un SMIC de 1 188 euros par mois et avec des minima sociaux tirés vers le bas ? Cette problématique qui a fait le tour des Outremer en 2009 reste entière aujourd'hui.

La lutte contre les sur-prix patine. Le « bonus COSPAR », qui a fait ses preuves tant en amélioration de bien être individuel mais aussi de par son impact positif sur l'économie, a été abandonné : 50 euros absorbés par les NAO, 100 euros de RSTA supprimés pour tous sous la pression patronale. C'est dans ce contexte social délité que vos politiques libérales continuent leur fuite en avant, celles d'aujourd'hui se nourrissant de celles d'hier.

Votre politique, M. le Président, n'est en effet que l'application des directives ultra-libérales d'une Union Européenne qui tourne le dos à « l'Europe des travailleurs », à « l'Europe des peuples ».

Il s'agit bien d'une attaque frontale contre les salariés, les couches sociales les plus défavorisées et les classes moyennes pendant que

dans le même temps, les riches sont favorisés. Le caractère profondément inégalitaire de cette politique amène le gouvernement à verser dans l'autoritarisme, la concentration du pouvoir et la répression : réforme des institutions parlementaires, défiance vis-à-vis des corps intermédiaires, répression syndicale et des mouvements sociaux.

Notre intersyndicale se bat pour une société plus juste, plus fraternelle et plus solidaire. Notre plateforme revendicative est axée sur :

De vrais emplois :

- Arrêt des politiques d'austérités et pour une politique de relance de l'activité,
- Évaluation des politiques publiques et conditionnalité des aides aux entreprises,
- Création d'emplois statutaires et CDI,
- En attente d'emplois pérennes, dotation en PEC en cohérence avec les besoins du territoire et une vraie politique de formation...

Face à la cherté de la vie

- Augmentation significative du SMIC et revalorisation des grilles salariales,
- Revalorisation des minima sociaux et des pensions les plus faibles,
- Transparence sur le mécanisme de formation des prix...

Pour des Services Publics

au service des usagers.

- Arrêt des privatisations,
- Défense des statuts,
- Plan de rattrapage en postes,
- Mise en place d'un vrai plan de résorption de la précarité
- Couverture territoriale à la hauteur des besoins.

Social

- Respect du syndicalisme et du droit du travail
- Un véritable plan de lutte contre la pauvreté.
- Amélioration de la couverture conventionnelle, de la prévoyance lourde et Santé
- Un véritable dialogue social qui respecte et renforce le paritarisme
- Application immédiate de toutes les conventions collectives à la Réunion
- Une Politique de construction de logements à la hauteur des besoins
- Une réforme de l'assurance chômage permettant une juste indemnisation et un réel retour à l'emploi.

Devant toutes ces urgences sociales, nous demandons, dans les meilleurs délais, un plan d'urgence d'envergure pour notre territoire. Nous espérons que nos revendications légitimées par la gravité de la situation trouveront écho auprès de vous. En tout état de cause, nous continuerons nos actions et mobilisations jusqu'à satisfaction de celles-ci.

Saint Denis le 24 octobre 2019

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Bamba Mariam, kondané pou ète lapidé dann péi Koweit

Listoir moin la mark isi moin la lir sa dann zoinal. Sé listoir Bamba Mariam :

Kisa i lé Bamba Mariam ? Sa in jenn madam i sort dann in péi i apèl La kote d'Ivoire. El lé gol handball dan in lékip i apèl : « Elite Handball Club ». Mé sak i ariv aèl zordi, suivan sak moin la lir dann zoinal la pa ordinèr.

Konm èl néna in zanfàn troizan, èl la déside alé travaye Koweit pars èl téi mazine fé son avnir laba. Mé oila, kan èl l'ariv dan lo péi, in gro madam koweit la anbosh aèl é konm i fé avèk tout bann travayèr étranjé la pran son papyé épi èl la rotrov aèl apré fé ménaj dann in mézon, près san ropo, san somèye, pou in salèr la mizèr. El la konprann vitman èl téi sava sèrv zésklav dann péi-la é par la suite èl lété zésklav mèm.

Donk èl la sové mé dann péi koweit si in zésklav i sov la loi i rode ali, i trap ali, épi i karsèr la pèrsone. Aprés, èl la pass tribinal é lo 19 moi d'juin l'ané 2019 èl té kondané a mor. El i doi z'ète lapidé : tyé kou d'galé si zot i vé konm dann tan l'ansien téstaman, konm koméla ankor dann désèrtin péi i mank azot in degré d'sivilizasyon..

In moun sansé, in moun normal i pé dmandé koman in n'afèr konmsa lé ankor posib zordi, é li pé d'mann ali koman in péi roshèrché pou son komèrs i pé fé ankor in n'afèr konmsa. El i pé d'mandé koman bann péi rish di démokratik i pé aksèp fé komèrs avèk in péi tèlman pa frékantab konmsa.. Néna dé péi lé boykoté pou moin k'sa ! In krime konmsa i doi zète kalé é li pé z'ète si tout demoun normal i fé kékshoz.

Justin